

ACTE II, SCENE 2 : Pour une conférence sociale

La France serait à la veille d'une nouvelle convulsion. Pourtant le Gouvernement et la majorité ont traduit en actes, et en argent public, les mesures d'urgence sociale voulues par le Président de la République. Baisse d'impôts sans précédent, baisse de charges salariales, prime d'activité, prime Macron, heures supplémentaires défiscalisées... Et pourtant, les Français souffrent toujours et peinent à croire en un espoir collectif.

Et même si les clignotants économiques sont au vert ou à l'orange, le pays reste démoralisé. Pire, il se morcelle en catégories corporatistes, territoriales, et même culturelles qui se vivent en compétition, parfois en confrontation.

Notre devoir est de répondre à cette dépression. Pas pour en éviter l'expression, aujourd'hui dans le domaine de la santé, demain dans les entreprises publiques, mais pour dessiner, sans attendre le 5 décembre, le chemin vers un sursaut national.

Nous croyons que le Gouvernement doit convoquer une grande conférence sociale. Elle devra rassembler les forces vives, et en particulier la représentation patronale et la représentation syndicale. D'abord parce que l'Acte II du quinquennat a reconnu la légitimité des corps intermédiaires, ensuite parce que personne n'a rien à gagner à attendre le chaos, et surtout parce que d'une dépression collective doit naître une solution partagée. Tendons-leur la main, sur le modèle de la Mobilisation Nationale pour l'Emploi et la Transition Ecologique, qui tarde trop à se concrétiser.

Le 5 décembre, il n'y aura ni vainqueur ni vaincu, il y aura toujours un pays en proie au doute et des responsables politiques, économiques et sociaux qui auront l'obligation d'apporter des réponses.

L'Etat a mis sur la table des solutions et des financements. Peut-être insuffisants, ou imparfaits, ou mal répartis mais il a fait sa part du chemin. Plutôt que de le laisser seul face à la rue, pour que crise après crise, elle mette encore plus à mal l'unité nationale, tous les acteurs sociaux doivent se retrouver pour inventer la grande négociation collective, *le Grenelle du XXIe*, adaptés à une économie profondément transformée. Tous ceux qui ne se résolvent pas à laisser sombrer le pays dans le chaos et les extrêmes, se doivent de participer à ce sursaut.

Il y a consensus sur les origines du mal : dans une mondialisation désordonnée et surtout dérégulée, le capitalisme provoque plus que jamais des inégalités grandissantes. Chaque Français, quelle que soit sa situation, sent bien que la croissance générale profite principalement à quelques-uns, dans un phénomène d'accélération exponentielle. C'est un phénomène mondial que nous devons apprendre à maîtriser.

En 10 ans, la rémunération du capital a augmenté 7 fois plus vite que la rémunération du travail. Force – et gêne – est de constater que durant l'année des Gilets Jaunes, crise de pouvoir d'achat s'il en est, les distributions de dividendes ont battu leur record historique et que les émoluments des patrons du CAC 40 ont crû de 14%. Qu'on soit de droite, du centre ou de gauche, cette seule énonciation provoque l'indignation, explique la révolte.

C'est donc le rééquilibrage entre le prix du travail et celui du capital que cette conférence sociale doit négocier.

Nous martelons tous, depuis des lustres, que le travail doit mieux payer. Il faut le faire enfin. Le Gouvernement a augmenté le pouvoir d'achat en allégeant la feuille d'impôt, les entreprises et les syndicats doivent s'accorder pour augmenter la feuille de paie.

Car il s'agit bien sûr d'argent, pour vivre mieux et pouvoir participer au grand défi de la transition écologique : manger mieux, se déplacer mieux, habiter mieux, nécessite d'être mieux payé.

Et il s'agit aussi de reconnaissance du travail et de l'effort de chacun. L'action publique, de la démocratie parlementaire à la démocratie sociale, a pour mission essentielle de résister à la voracité des capitaux pour mieux répartir entre les citoyens. Penser un capitalisme à visage humain et mettre enfin des actes en face des idéaux que porte la société française depuis deux siècles, est redevenu urgent.

C'est ce que nous demandons au Gouvernement et aux représentants élus du monde patronal et des syndicats de salariés : nous devons bâtir ensemble un élan national, qui réconcilie les Français autour de la lutte contre les inégalités.

Telles peuvent être les prémisses d'un projet qui rassemble la France.

Patrick Mignola

Député de la Savoie
Président du groupe **MoDem**
et apparentés

Hervé Marseille

Sénateur des Hauts-de-Seine,
Président du groupe **Union**
Centriste

Jean-Christophe Lagarde

Député de Seine-Saint-Denis,
Président du groupe **UDI Agir**
et indépendants

Marielle de Sarnez

Présidente de la Commission
des affaires étrangères

Stéphane Baudu, député
du Loir-et-Cher

Vincent Bru, député des
Pyrénées-Atlantiques

Nathalie Avy-Elimas,

députée du Val-d'Oise

Justine Bénin, députée de
la Guadeloupe

Jean-Pierre Cubertafon,
député de la Dordogne

Erwan Balanant, député du
Finistère

Philippe Berta, député du
Gard

Marguerite Deprez-
Audebert, députée du Pas-
de-Calais

Géraldine Bannier,
députée de la Mayenne

Philippe Bolo, député du
Maine-et-Loire

Bruno Duvergé, député du
Pas-de-Calais

Jean-Noël Barrot, député
des Yvelines

Jean-Louis Bourlanges,
député des Hauts-de-Seine

Sarah El Haïry, députée de
la Loire-Atlantique

Nadia Essayan, députée du Cher

Michel Fanget, député du Puy-de-Dôme

Isabelle Florennes, députée des Hauts-de-Seine

Bruno Fuchs, député du Haut-Rhin

Laurent Garcia, député de la Meurthe-et-Moselle

Brahim Hammouche, député de la Moselle

Cyrille Isaac-Sibille, député du Rhône

Elodie Jacquier-Laforge, députée de l'Isère

Bruno Joncour, député des Côtes-d'Armor

Mohamed Laqhila, député des Bouches-du-Rhône

Fabien Lainé, député des Landes

Jean-Luc Lagleize, député de la Haute-Garonne

Florence Lasserre-David, députée des Pyrénées-Atlantiques

Philippe Latombe, député de la Vendée

Patrick Loiseau, député de la Vendée

Aude Luquet, députée de la Seine-et-Marne

Max Mathiasin, député de la Martinique

Jean-Paul Mattei, député des Pyrénées-Atlantiques

Sophie Mette, députée de la Gironde

Philippe Michel-Kleisbauer, député du Var

Bruno Millienne, député des Yvelines

Jimmy Pahun, député du Morbihan

Frédéric Petit, député des Français établis hors de France

Maud Petit, députée du Val-de-Marne

Josy Poueyto, députée des Pyrénées-Atlantiques

Richard Ramos, député du Loiret

Nicolas Turquois, député de la Vienne

Michèle de Vaucouleurs, députée des Yvelines

Lauence Vichnievsky, députée du Puy-de-Dôme

Sylvain Wasserman, député du Bas-Rhin